



**REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION
POUR L'INTERDICTION
DES ARMES CHIMIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

100^{ème} session du Conseil exécutif de l'OIAC

Débat général

Déclaration de la France prononcée par son Excellence M. Luis VASSY,

Ambassadeur de France au Royaume des Pays-Bas,

Représentant permanent de la France auprès de l'OIAC

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi d'y ajouter les éléments suivants, à titre national.

Monsieur le Président,

Alors que vous présidez votre première session ordinaire du Conseil exécutif, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre élection. La délégation française vous fait pleinement confiance pour mener nos débats dans les mois à venir et contribuer ainsi au succès des travaux de notre Organisation.

Monsieur le Président,

Je tiens à dénoncer avec la plus grande fermeté les allégations infondées de la Russie, qui se sont multipliées au cours des derniers mois. Nous déplorons que celle-ci utilise l'OIAC comme plateforme à des fins de propagande. Elle cherche ainsi à justifier l'injustifiable, à savoir la

guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine. Les notes verbales envoyées par la Russie s'inscrivent dans cette stratégie de désinformation et de manipulation de l'information.

La Russie n'en est pas à son coup d'essai en la matière. Ses attaques répétées envers le Secrétariat technique de l'OIAC visent à décrédibiliser l'Organisation pour ainsi semer le doute sur les résultats de son travail. Mais personne ici n'est dupe : nous avons déjà eu l'occasion de constater ces manœuvres à de nombreuses reprises dans cette enceinte, s'agissant notamment de la Syrie. La France réitère son plein soutien et sa pleine confiance au Directeur Général et au Secrétariat technique de l'OIAC, dont l'indépendance et l'impartialité sont ici connues de tous.

Monsieur le Président,

C'est en effet avec regret que je dois une nouvelle fois aborder le sujet du dossier chimique syrien. Manifestement, le régime syrien ne souhaite pas coopérer. Cela n'est pas acceptable. Nous rappelons que cette obligation de coopération est inscrite à la fois à l'article VII paragraphe 7 de la Convention à laquelle la Syrie a adhéré et dans la résolution 2118, qui exige de fournir au personnel de l'OIAC et de l'ONU un accès immédiat et sans entrave à tous les sites jugés pertinents sur son territoire.

Nous devons le répéter : les mesures découlant de la décision prise en avril 2021 par la Conférence des Etats parties ne sont pas irréversibles. Les droits et privilèges qui ont été suspendus peuvent être recouverts. Cela implique que le régime se mette en conformité avec ses obligations internationales et coopère résolument et de bonne foi avec l'OIAC. Les consultations régulières sur le dossier chimique syrien en amont des sessions du Conseil permettent notamment à tous les Etats Parties d'observer que le Secrétariat technique réalise son travail en complète transparence, et avec un très grand professionnalisme.

Monsieur le Président,

Le soutien de la France au travail de l'OIAC s'inscrit dans la continuité d'un engagement de longue date dans la lutte contre les armes chimiques, constamment renouvelé. En 2022, la France a décidé de contribuer volontairement à hauteur de 2,2 millions en appui aux activités de l'Organisation dans différents domaines.

Un million d'euros est destiné aux activités liées à la Syrie, tandis que 500 000 euros sont alloués à des mesures d'assistance et de protection, pour permettre à l'Ukraine de faire face à la menace d'emploi d'armes chimiques dans le contexte de l'agression militaire russe. Les 700 000 euros restants recouvrent des projets de coopération internationale et de formations, également essentiels pour l'avenir de l'Organisation. Parmi ceux-ci figurent des projets de renforcement capacitaire à destination des pays francophones d'Afrique, visant à répondre à la menace émanant d'acteurs non étatiques.

Nous estimons que l'OIAC est le cadre approprié pour traiter de la question du terrorisme chimique et sommes convaincus que davantage peut être fait sur ce sujet à l'OIAC. Nous souhaitons travailler de manière engagée et constructive sur ce sujet, avec toutes les délégations intéressées.

La coopération directe bilatérale entre Etats Parties est aussi essentielle pour notre Organisation. Alors que notre programme de partenariat avait été interrompu à cause de la pandémie, je suis très honoré par l'accueil réservé cette année par l'autorité nationale de Côte d'Ivoire aux équipes françaises. Je crois sincèrement que les autorités nationales de nos deux pays ont pu apprendre l'une de l'autre et échanger des bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de la Convention.

Monsieur le Président,

Je tiens enfin à remercier également S.E. Monsieur l'Ambassadeur Lauri Kuusing pour son investissement remarquable en tant que Président du groupe de travail à composition non-limitée, en vue de la Conférence d'examen qui se tiendra en 2023. Nous savons qu'il peut aussi compter sur le soutien précieux de l'ensemble des membres du Bureau dans sa tâche. La France les en remercie également et se félicite de la tenue des deux premières réunions du groupe. Nous nous tenons prêts à contribuer activement à ses travaux et voulons coopérer avec l'ensemble des groupes régionaux, de manière à définir pour notre Organisation des orientations adaptées aux futurs défis qui lui incombent.

Monsieur le Président,

Je demande à ce que cette déclaration soit considérée comme un document officiel de cette session du Conseil et soit publiée sur Catalyst, ainsi que sur le site officiel de l'OIAC.

Je vous remercie./.

Courtesy translation

*Mr. Chairman, Mr. Director General
Mrs. and Mr. Ambassadors,*

France aligns itself with the declaration of the European Union. Allow me to add the following elements in my national capacity.

Mr. Chairman,

As you are chairing your first regular session of the Executive Council, I would first like to congratulate you on your election. The French delegation fully trusts you to lead our discussions in the coming months and hence contribute to the success of our Organization's work.

Mr. Chairman,

I would like to denounce in the strongest possible terms the groundless allegations made by Russia, which have proliferated in the last few months. We deplore the fact that Russia is using the OPCW as a platform for propaganda purposes. In doing so, Russia seeks to justify the unjustifiable, namely its war of aggression against Ukraine. The verbal notes sent by Russia are part of this strategy of disinformation and manipulation of information.

This is not Russia's first attempt to do so. Its repeated attacks on the Technical Secretariat of the OPCW are aimed at discrediting the Organization and thus sowing doubt on the results of its work. But no one here is fooled: we have had the opportunity to notice such maneuvers on numerous occasions in this forum, including in relation to Syria. France reiterates its full support and confidence in the Director General and the Technical Secretariat of the OPCW, whose independence and impartiality are known to all here.

Mr. Chairman,

It is indeed with regret that I must once again address the topic of the Syrian chemical dossier. Syria refuses to cooperate with the TS. This is not acceptable. We recall that Syria's obligation to cooperate is enshrined both in Article VII paragraph 7 of the Convention to which Syria has acceded, and in Resolution 2118 (2013), which requires that immediate and unhindered access be provided to OPCW and UN personnel to all sites deemed relevant on its territory.

Yet, we must reiterate: the measures resulting from the April decision of the Conference of States Parties are not irreversible. The rights and privileges that were suspended in April can be recovered. This requires the regime to comply with its international obligations and to cooperate resolutely and in good faith with the OPCW. The regular consultations on the Syrian chemical dossier prior to the Council sessions allow all States Parties to observe that the Technical Secretariat carries out its work in complete transparency and with great professionalism.

Mr. Chairman,

France's support to the work of the OPCW is in line with its long-standing and constantly renewed commitment to the fight chemical weapons. In 2022, France decided to voluntarily pledge 2.2 million to assist the Organization's activities in various fields.

One million euros is earmarked for activities related to Syria, while 500,000 euros are allocated to assistance and protection measures, to enable Ukraine to address the threat of use of chemical weapons in the context of the Russian military aggression. The remaining 700,000 euros cover international cooperation and training projects, which are also essential for the future of the Organization. These include capacity building projects for French-speaking African countries, designed to respond to threats from non-state actors.

We believe that the OPCW is the appropriate forum to address the issue of chemical terrorism and we are convinced that more can be done on this matter within the OPCW. We look forward to working in a committed and constructive manner on this topic with all interested delegations.

Direct bilateral cooperation between States Parties is also essential for our Organization. While our partnership program had been interrupted due to the pandemic, I am very honoured by the warm welcome given this year by the National Authority of Côte d'Ivoire to the French representatives. I sincerely believe that the national authorities of our two countries have learnt from each other and were able to share best practices about the implementation of the Convention.

Mr. Chairman,

Finally, I would like to thank H.E. Ambassador Lauri Kuusing for his outstanding dedication as Chairman of the Open-Ended Working Group for the preparation for the 2023 Review Conference. We know that he can rely as well on the invaluable support of all the members of the Bureau in his task. France also thanks them and welcomes the holding of the first two meetings of the group. We stand ready to contribute actively to its work and want to cooperate with all regional groups, so as to set out guidelines for our Organization that are adapted to the future challenges it has to face.

Mr. Chairman,

I request that this statement be considered an official document of this session of the Council and posted on Catalyst and on the official OPCW website.

Thank you.